

Martine Antona
Service d'Economie Maritime
IFREMER

1992

ILES ET ILIENS (îles des antipodes, des caraïbes et Saint Pierre)

Des îles et des îliens d'outre - mer

Les îles et archipels français des Caraïbes, de l'Océan Indien, du Pacifique et l'île de Saint Pierre et Miquelon concentrent la majorité des 1,670 millions de français habitant outre-mer.

Il s'agit de terres étroites, éloignées de la métropole et distantes entre elles, éparses et souvent composées d'archipels. A l'exception de Saint Pierre et Miquelon, elles sont tropicales et soumises à des risques climatiques majeurs (cyclones).

Leur superficie est réduite si on la compare à celle des territoires continentaux français d'outre-mer (Guyane et Terres Australes) mais elles sont au centre d'une surface maritime importante marquée par la pauvreté et l'inégale répartition des ressources biologiques et par la nature fragile des écosystèmes littoraux insulaires.

Des parallèles entre l'isolement biologique des îles et leur peuplement ont pu amener à assimiler les îles à des "refuges" 1/ d'où une faible relation des îliens avec la mer et de rares échanges maritimes.

Présenter ces îles comme un ensemble ne saurait rendre compte que leurs points communs sont autant de différences. La mer apparaît selon les îles comme un facteur d'isolement ou d'activités et de relations. La dynamique des îles renvoie donc à l'insularité perçue comme un handicap du fait de l'isolement ou un atout de position. Ces caractères peuvent être accentués selon la situation des îles (îles océaniques ou pré-continentales), ou selon l'interaction entre insularité et système socio-culturel issu des relations avec la métropole.

Iliens et espace maritime

Iliens et mer

Aborder la liaison îliens-mer revient à poser la question : les îliens sont-ils des "marins"? De façon générale, la réponse est non. Les îles à population de navigateurs ou de pêcheurs dont l'activité et les échanges sont liés à la mer sont rares (Saint-Pierre et Miquelon, les Saintes). La majorité sont des îles à population d'agriculteurs (îles à plantations des Antilles) ou à population tertiaire (Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie). Dans ce cas, l'île peut être considérée comme un "refuge" où existe une vie de type continentale. Quand le développement des activités marines est récent, on peut trouver une coexistence entre les deux types de relations à la mer (La Réunion).

Avec une économie peu ouverte sur la mer, à l'exception de Saint Pierre et Miquelon et de la Réunion, les îles d'Outre-Mer sont touchées de façon générale par le recul des activités agricoles autrefois dominantes. Le cas de la canne à sucre aux Antilles reste à cet égard le plus significatif. Le secteur primaire (agriculture et pêche), en déclin depuis les décennies 70 et 80, occupe maintenant 10% de la population active dans ces îles (*Encadré 1*).

Iliens et littoral

Les îles d'Outre-Mer subissent dans leur ensemble une forte pression urbaine sur le littoral et leur environnement souffre des répercussions du recul des activités agricoles (lagons en Polynésie et à Mayotte,

friches agricoles en Martinique et en Guadeloupe). La réduction de l'espace agricole, le développement des activités tertiaires et l'amélioration du niveau de vie coïncident avec une urbanisation fortement consommatrice d'espace. Les populations îliennes sont devenues des populations urbaines.

Le relief tourmenté réduit la superficie utilisable et fait du littoral le lieu privilégié de l'habitat et de l'activité économique. Avec l'accroissement démographique des cinquante dernières années, la densité de population est devenue très importante avec près de 200 habitants au km² pour la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et Mayotte. Pour la Martinique et de la Guadeloupe, les densités de population ramenées au km² de surface agricole utile (S.A.U.), deviennent comparables à celles des deltas les plus peuplés du globe 2/.

(encadré 2)

Liens et migrations

L'histoire de la population de ces îles est faite d'immigration et de liens avec les pays d'origine (Inde, Taïwan, Madagascar, Maurice dans le cas de la Polynésie et de la Réunion) qui ont fourni matière à des relations différenciées avec la mer (Encadré 3). Ces flux se poursuivent actuellement avec l'immigration clandestine.

Les îles d'Outre - Mer sont aussi soumises à un flux de migrations des populations vers la métropole. Particulièrement importants pour l'ensemble des îles du milieu des années soixante au début des années quatre-vingt, ils tendent à se réduire, excepté pour la Martinique et la Guadeloupe où ils restent élevés. Un fort déséquilibre démographique a longtemps été lié au départ de jeunes, de personnes en activité ou en âge de travailler pour des raisons diverses: études, service national, vie active en métropole (Encadré 4).

Iles et insularité

Iles et métropole

Les DOM-TOM sont le produit d'une histoire similaire liée au "fait colonial". Ils sont devenus des éléments d'un système-métropole qui leur a fourni un environnement culturel et économique plus large, mais avec une atrophie de leurs propres composantes culturelles et économiques.

Ils subissent tous, en dépit de statuts politiques différents marqués par plus ou moins d'autonomie envers la métropole, les effets économiques et sociaux de leur situation de "petite France" à des milliers de kilomètres. Ainsi, l'économie agricole spécialisée, héritée de l'ancien pacte colonial, subit une crise qui affecte plus fortement la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Le secteur tertiaire -et en particulier les services non-marchands, c'est à dire l'administration- ont un rôle dominant dans l'activité économique (encadré 2). Le poids économique du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) et du Centre d'Experimentation du Pacifique (CEP) en Polynésie en est une illustration. Le niveau de vie de la population repose sur d'importants transferts financiers publics depuis la métropole en gage de solidarité nationale. Bien qu'inférieur au niveau métropolitain, il reste très élevé en comparaison de celui des pays de leur zone géographique.

La diversification des productions va dans le sens d'un développement plus autonome et d'une moindre dépendance envers la métropole. Mais elle est encore peu effective et relève plus "d'une impulsion du pouvoir central assortie de mesures financières" que d'un appui à des initiatives locales 3/.

L'insularité comme un handicap économique

Le handicap de l'insularité est souvent renvoyé à des problèmes de coûts et d'infrastructure de transport (Antilles par exemple). Mais cette situation tend à évoluer sous l'influence de deux facteurs. La croissance du niveau de vie dans les îles a augmenté la part relative du coût de la main d'oeuvre dans la production, rendant secondaire le handicap du coût de transport, par ailleurs en réduction 4/. La fréquentation touristique des îles, assez récente, contribue à des améliorations d'infrastructures de transports. Le tourisme

2/In Atlas de l'Agriculture

3/G. Blanchet, ORSTOM

4/In Encyclopedia Universalis

dans les DOM-TOM est un tourisme hôtelier de bon niveau (hôtels 3 et 4 étoiles, croisiéristes). La Guadeloupe, la Martinique et la Réunion reçoivent chacune environ 300 000 personnes par an, la Polynésie et la Nouvelle - Calédonie, moins de 150 000 pour des séjours très courts de l'ordre de la semaine voire moins.

L'accueil touristique, invoqué comme axe de mise en valeur du littoral et source de richesse et d'emploi dans un contexte de sous emploi très fort, ne remplit pas toutes ses promesses en terme de relance des activités.

L'insularité comme atout de position

Les îles, principal peuplement de la France d'Outre-Mer, sont souvent présentées comme un enjeu stratégique pour la métropole 5/. Plusieurs arguments sont avancés dans ce sens : l'importance de leur espace maritime, leur rôle nouveau comme relais de télécommunications ou base d'essais nucléaire et l'exploitation des ressources minérales.

Depuis la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, ces îles et archipels éclatés en de nombreux îlots sur une surface maritime importante ont permis à la France de disposer d'une Zone Economique Exclusive très étendue. Celle-ci couvre dix millions de km² dont 70% dans le seul Pacifique.

L'intérêt stratégique de la ZEE est justifié sur la base d'une exploitation future de ressources (nodules) 5/ et d'un accès aux ressources de pêche. L'intérêt pour les stocks halieutiques se limite en réalité aux ressources thonières pour la Réunion et aux poissons de fonds pour Saint Pierre et Miquelon.

A l'exception du nickel en Nouvelle-Calédonie, l'exploitation de ressources minérales ne constitue plus une part importante de l'activité économique des îles (exemple du phosphate en Polynésie, épuisé depuis 1965 3/).

Un atout de position des DOM-TOM pourrait être leur insertion dans des réseaux d'échanges à l'échelle de leur région. En fait, s'il existe une identité commune entre îles (comme l'illustre par exemple la notion de "créolité" partagée par les Antilles anglaises, françaises et néerlandaises), les échanges économiques sont presque inexistantes. L'imprégnation de modèles plus forts vers lesquels sont tournés les efforts d'échanges (Amérique pour les Antilles anglophones, Asie pour le Pacifique et Australie pour la Nouvelle Calédonie) et le rejet par la métropole des mouvements d'intégration et de coopération régionale (cas de la Nouvelle Calédonie) en sont deux raisons importantes.

Culture îlienne et insularité

Le rapport entre îliens et mer se place dans le cadre de sociétés issues d'une combinaison originale entre culture traditionnelle et fait culturel importé, ou entre deux cultures importées comme pour les Antilles.

Il n'y a pas eu de disparition totale de la culture traditionnelle mais une intégration culturelle dans les deux sens : une culture "domienne" s'est développée au sein d'une population multiraciale et coexiste avec une culture traditionnelle, plus ou moins forte selon les îles. Mais il existe des rapports conflictuels qui se cristallisent avec les problèmes économiques (Réunion) ou sociaux (revendications ethniques en Nouvelle-Calédonie).

A la base de la culture traditionnelle relative à la mer se trouve une faible ouverture sur la mer extérieure, source de dangers, et un sentiment d'appartenance à l'île. Les relations avec la mer se tissent dans les cas particuliers d'îles à mer intérieure (lagons de Polynésie). La mer intérieure est considérée comme source de vie et d'activités (pêche, perle) mais soumise à une forte prédation.

Sous l'impact de la culture occidentale, la relation homme-mer se modifie. La notion d'intérêt économique de la mer est importée : la mer extérieure est à exploiter et joue un rôle de communication, l'espace littoral est façonné tour à tour par l'agriculture d'exportation, l'urbanisation puis le tourisme.

Le littoral revêt actuellement une dimension nouvelle autour d'une image de bien être, d'esthétique et d'une mythification de l'équilibre homme/nature dans la culture traditionnelle. Dans ce cadre, le futur des îles d'Outre - Mer et des îliens devra intégrer la préservation du littoral à la reconversion des activités économiques.

Joindre une image spot ou carte IGN d'une île (exemple Martinique) localisant relief, zones d'habitat, de forêts, de mangroves ...

Références bibliographiques:

Encyclopédia Universalis.

Atlas de l'Agriculture.

Antheaume (B.), Bonnemaïson (J.), 1988 - Atlas des Îles et des États du Pacifique, Publisud, Paris.

Blanchet (G.), 1985 - L'économie de la Polynésie française de 1960 à 1980, un aperçu de son évolution, Collection travaux et documents de L'ORSTOM n° 195, 166 p.

Célimène (F.), Vellas (F.), 1990 - La Caraïbe et la Martinique, faits et décisions économiques, Economica, Paris.

De Miras (C.), 1988 - L'économie martiniquaise, croissance ou excroissance, Revue Tiers Mondes tome 29 n° 114.

ENA-IFREMER, 1988: le rôle de la mer dans le développement des DOM-TOM chapitre 11 & La politique internationale de la France et les moyens navals et maritimes, chapitre 12 in ENA-IFREMER, 1988: La mer: hommes-richesses - enjeux, Ed. IFREMER.

Poirine (B.), 1992: Tahiti, Stratégie pour l'après nucléaire, Ed. Arue Tahiti, 307p.

Thuong-Hime (H.), 1991: Tableau économique de la Réunion, INSEE.

Encadré n°1

1986	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Nouvelle-Calédonie *	Polynésie Française
Population active totale (en milliers)	203	133,8	137,4	-	
Dont actifs (en milliers)	130	97,3	94,8	54,2	64
Actifs par secteur d'activité (en %)					
Agriculture et Pêche	9,8	10,6	10,9	14,3	11,8
Industrie	10,9	7,7	7,5	11,3	8,9
Batiment Génie Civil & Agricole	13,5	9,9	7,3	8,2	8,7
Tertiaire	66,0	71,8	74,3	66,2	70,6
Population active au chômage (en milliers)	73	36,5	42,6	7,4 **	-

* année 1988

** population disponible à la recherche d'un emploi (P.D.R.E.)

Source: INSEE, tableaux économiques régionaux, 1988 à 1990 et IEDOM, 1989 pour la Nouvelle Calédonie.

Encadré n°2

	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Nouvelle-Calédonie	Polynésie Française	Wallis et Futuna	Mayotte	Saint Pierre et Miquelon
Superficie (km ²)	2 520	1 780	1 100	18 575	3 521	255	374	242
Population totale (milliers)								
1982	515,8	327	326,7	-	-	-	-	-
1988	569,6	337	335,1	170	193	12	67	6
Densité (h/km ²)								
1982	204,7	192,3	297,0	-	-	-	-	-
1988	226,0	198,5	304,6	8,9	55	49	180	25
Croissance annuelle pop (%) (moyenne 85-90)	1,8%	0,6%	0,5%	3,4%	2,5%*	-	-	-
Population urbaine (en %) année 1988	63,9	48,5	74,7	74,2	-	-		

* moyenne 1983 à 1988

Source: INSEE, La France et ses régions, 1990 et Tableaux Economiques Régionaux, données 1982 (recensement) et 1988, Atlas de l'Agriculture, .

Encadré n°3

"Il y a d'abord le niveau élémentaire (...) de cette identité des individus et des groupes qui persiste au long de l'histoire (...). Les liens sont faits de visites, de migrations temporaires ou définitives, de mariages, d'objets importés ou emmenés (...) et d'une quête de racines jamais oubliées " (J. Benoist, Héritage, naissance et structure d'une société, la Réunion dans l'Océan Indien, 1985, CHEAM).

Encadré n°4

G. est martiniquaise. Seules les pressantes incitations de son fiancé l'ont poussé " à faire le grand plongeur en métropole". (...), son futur mari était déjà venu ici à l'occasion du Service Militaire. Démobilisation aux Antilles, puis après décision de repartir. 7 mois, seul en France avant d'appeler G. à venir le rejoindre. " La décision du départ a été difficile", avoue-t-elle. (...) Pour autant, il lui paraît difficile de se réinstaller en Martinique. "La famille mise à part, on n'est pas accueilli quand on revient... Retrouver du travail (...) serait dur". Elle a cependant fait (...) une demande de logement à la mairie du Robert "pour nos vieux jours sans doute (...), car la liste d'attente est longue". (Y. Hardy, Revue Autrement Antilles, 1989).